



Pour une politique étrangère plus engagée en faveur des droits démocratiques, des droits humains et de la lutte contre la pauvreté

Depuis la création de la Croix-Rouge au XIXème siècle, Genève s'est développée pour devenir un centre de la gouvernance mondiale. Avec 42 organisations internationales, 177 représentations diplomatiques et environ 750 organisations non gouvernementales, Genève est devenue la capitale mondiale de l'engagement humanitaire, de la protection des droits humains, du désarmement, de la politique migratoire, mais aussi du multilatéralisme diplomatique et de la mise en œuvre internationale des Objectifs de développement durable.

Depuis 2019, la politique extérieure suisse écrase les valeurs de solidarité internationale, de promotion des droits humains et de lutte contre la pauvreté avec la défense des intérêts des forces économiques et financières. En ce jour de Congrès, il nous appartient de réaffirmer notre position face à cette politique en conflit avec nos valeurs socialistes.

Ainsi, en tant que parti de la base, nous souhaitons réaffirmer le soutien du PS Suisse à tous les défenseur-euses des droits démocratiques et des droits humains qui viennent chercher appui à Genève. En particulier, celles et ceux qui portent les combats démocratiques à Hong Kong, au Tibet, en Russie, en Turquie, en Biélorussie, en Ukraine, au Kazakhstan, au Brésil, au Venezuela, en Colombie ou en Afrique. Nous demandons une politique plus engagée en faveur de la société civile.

En second, en tant que parti humaniste et internationaliste, nous condamnons le retour à une politique des grandes puissances digne de la guerre froide. Les démonstrations de force de Moscou, Pékin ou Washington vont à l'encontre des efforts en matière de dialogue international que nos diplomates ou nos délégué-es exercent pour régler des situations de conflits et de crises humanitaires. La Suisse doit poursuivre une politique cohérente en alignant ses négociations commerciales avec ses efforts humanitaires.

Enfin, en tant que parti d'européennes, nous devons réaffirmer le destin européen de la Suisse. Depuis 20 ans, la politique de la droite xénophobe a contribué à réorienter notre politique étrangère commerciale vers les Etats-Unis et la Chine. Pourtant, ces relations sont asymétriques et, donc, manifestement défavorables à nos intérêts. Qui plus est, elles renforcent l'engourdissement de la vision d'une neutralité active en faveur des droits humains.

Pour toutes ces raisons, nous demandons au Conseil fédéral d'adopter une position ferme contre les politiques d'influence des grandes puissances et de réaffirmer, à chaque occasion possible, notre solidarité avec les peuples du monde entier. Nous demandons également de tout faire pour réorienter notre politique commerciale vers nos voisins européens et ne pas céder d'un centimètre dans la lutte contre l'immobilisme.